

Termes de Référence Expert en droit de l'environnement

Composante 1.2 de WACA ReSIP

A. Contexte du projet WACA ReSIP

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Investissement de Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (West Africa Coastal Areas Resilience Investment Project, dénommé « WACA ResIP »), l'Association Internationale pour le Développement (IDA) a signé avec l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) un accord de financement de la composante 1 du projet, relative à l'intégration régionale, ainsi qu'un accord de projet avec l'UICN.

L'objectif de développement du projet WACA ResIP, qui intervient dans six pays (Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal et Togo), est de renforcer la résilience des communautés et des zones ciblées du littoral ouest africain et de Sao Tomé et Príncipe. Dans cette perspective, le projet vise l'amélioration des capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation dans ces six pays. Les activités du projet sur les sites concernés dans les six pays bénéficieront directement à environ 200.000 personnes qui vivent dans ces zones et en dépendent pour leurs moyens de subsistance.

Le projet WACA ResIP dispose de 3 composantes : une combinaison d'appui technique (Composante 2) et d'activités d'investissements physiques (Composante 3) qui sont mises en œuvre aux niveaux nationaux, ainsi qu'une partie consacrée à l'intégration régionale (Composante 1).

En vue de mettre en œuvre la Sous-composante 1.2 « Protocoles et accords régionaux en matière de gestion côtière », l'accord subsidiaire entre l'UEMOA et l'UICN et l'accord de projet entre l'UICN et la Banque Mondiale prévoit la contractualisation par l'UICN du Secrétariat de la Convention d'Abidjan pour un montant total de 1.5 million de dollars américains sur une période de cinq (5) ans allant de 2018 à 2023.

B. Rôles et Activités de la Convention d'Abidjan dans WACA ReSIP

Le Secrétariat de l'ABC a été identifié comme partenaire en charge de la mise en œuvre de la Sous-composante 1.2 « Protocoles et accords régionaux en matière de gestion côtière » de WACA ResIP. L'objectif visé par cette sous-composante est d'amener les pays à mettre en œuvre les engagements qu'ils ont pris lors de leur COP12 en mars 2017 notamment la signature, ratification et transposition des protocoles en lois nationales ainsi que le développement de plans d'action de mise en œuvre desdits protocoles. Les responsabilités spécifiques d'ABC dans le projet portent sur :

- Le suivi du processus de ratification des protocoles ainsi que le développement de plans d'action pour leur mise en œuvre, l'organisation de la réunion des plénipotentiaires ;
- L'appui technique aux pays en vue de l'identification des faiblesses des cadres institutionnels et réglementaires et la formulation de projets de lois en vue de combler les lacunes ;
- L'établissement d'un cadre de suivi-évaluation et d'un système de documentation systématique de la ratification des protocoles et leurs mises en œuvre ;
- La facilitation de la prise de conscience sur l'importance des protocoles et accords régionaux.

Pour ce faire, la Convention recrute un expert en droit de l'environnement aux responsabilités, fonctions et tâches déclinées ci-dessous.

C. Description du poste

Le ou la candidat(e) sélectionné(e) placé(e) sous la supervision du Coordonnateur de la sous-composante 1.2 du projet WACA Resip aura pour missions principales :

- Appui technique des pays du projet dans leur processus d'analyse des cadres institutionnel, politique et juridique ;
- Faire une synthèse des lois nationales relatives à la gestion des ressources marines et côtières des pays du projet
- D'appuyer le processus de ratification et de transposition des protocoles en lois nationales.

Plus précisément, le ou la candidat(e) aura pour mission de :

- 1) Appui technique des pays du projet dans leur processus d'analyse des cadres institutionnel, politique et juridique :
 - a. Coproduction -avec les Coordonnateurs des Unités de Gestion du Projet WACA Resip- des termes de références de l'étude
 - b. Analyse et Edition des rapports des pays
 - c. Appui à l'organisation des ateliers nationaux de validation des études
 - d. Production de rapport à l'attention de la Convention d'Abidjan
- 2) D'appuyer le processus de ratification et de transposition des protocoles en lois nationales.
 - a. Contribuer au processus de consultations nationales sur les plans d'actions
 - b. Conduire les ateliers nationaux de formation et de sensibilisation des parlementaires de l'environnement
 - c. Réunions nationales avec les Cabinets des ministères impliqués sur les questions environnementales :

D. Qualifications et compétences requises

- a) Niveau Master dans une discipline en relation avec le droit de l'environnement, science politique et diplomatie, politiques environnementales, changements climatiques,
- b) Expérience dans le domaine de la conduite des processus intergouvernementaux pour une coopération régionale dans le domaine de la gestion des ressources marines et côtières ;
- c) Connaissances des conventions internationales environnementales et des enjeux juridiques/politiques liés à leur mise en œuvre ;
- d) Expérience de production de notes de synthèse, d'analyse et valorisation auprès des décideurs ;
- e) Capacité à rédiger et éditer des rapports de façon claire et concise et de présenter des questions complexes ;
- f) Excellentes capacités de rédaction et de communication, en français comme en anglais ;
- g) Expériences avérées dans la sous-région Afrique de l'ouest ;
- h) Maîtrise courante du français et de l'anglais.

E. Durée et localisation de la mission

- a) La durée est d'une durée de 6 mois
- b) Le poste sera basé à Abidjan dans les locaux de la Convention d'Abidjan ;
- c) Plusieurs déplacements dans les pays du projet sont à prévoir.

F. Candidature

- a) CV
- b) diplômes légalisés et
- c) Lettre de motivation

G. Dossier de Candidature

Les personnes intéressées par cette offre et qui possèdent les qualifications requises, sont priées de soumettre leur candidature avant le 12 novembre 2019 à l'adresse ci-dessous :

E-mail : paco@iucn.org

En objet : Expert en droit de l'environnement Composante 1.2 de WACA ReSIP